

Contribution FNE PACA à la consultation concernant les projets d'arrêtés fixant un nombre supplémentaire de spécimens de loups (Canis lupus) dont la destruction pourra être autorisée pour la période 2016-2017

Alors qu'aucune étude (pourtant annoncée) n'a été faite par l'État pour étudier et connaître l'efficacité - ou non - en terme de prédation des tirs déjà effectués les années précédentes, il est difficile de penser que 4 tirs supplémentaires jusqu'à juin 2017 vont changer fondamentalement la situation française dans sa globalité par rapport à la prédation vu que l'information avérée n'a pas été produite.

L'ONCFS rappelle 2 informations :

- que les populations d'ongulés sauvages se sont rapidement régulées et ne souffrent pas de déséquilibres liés à la présence du loup ;
- que par contre l'on connaît (données ONCFS) le peuplement présumé : 301 loups en 2014, 282 en 2015, et 292 en 2015. Un prélèvement arbitraire de 4 loups supplémentaires risque de mettre en danger la *dynamique* de la population lupine.

Ceci est CONTRAIRE à la fois à la directive "habitats" de la Communauté Européenne qui engage la France, et au plan Loup 2013-017 qui engage la France.

Les études faites par l'État et qui, normalement, doivent être sérieuses, ont déterminé un total de 36 loups pour la campagne entière. Aucune donnée éthologique ne permettant de reconsidérer ce chiffre, **la conclusion rationnelle est que rien ne justifie cette demande d'arrêtés pour 4 bêtes supplémentaires.**